

RIGONI, Isabelle (coord.), et al. *Turquie : les mille visages*. Paris, Éditions Syllepse, 2000, 278 p.

Deniz Akagul

Volume 32, numéro 4, 2001

Le projet des Amériques sept années plus tard

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704365ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704365ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Akagul, D. (2001). Compte rendu de [RIGONI, Isabelle (coord.), et al. *Turquie : les mille visages*. Paris, Éditions Syllepse, 2000, 278 p.] *Études internationales*, 32(4), 832–834. <https://doi.org/10.7202/704365ar>

refusèrent à cause du jeu diplomatique des pays arabes.

Si la première partie de l'ouvrage aurait gagné à être synthétisée davantage, les deux sections subséquentes se révèlent intéressantes et illustrent très bien la complexité des relations germano-israéliennes coincées entre un douloureux passé à surmonter et un présent tout aussi complexe du fait de la guerre froide, de la division de l'Allemagne et du problème israélo-arabe. Dominique Trimbur utilise efficacement ses nombreuses sources par ailleurs puisées en Allemagne et en Israël mais aussi en France et en Grande-Bretagne. Cependant, peut-être aurait-il été bon d'équilibrer davantage les points de vue puisque les archives israéliennes consultées semblent beaucoup moins importantes, du moins en quantité, que les sources allemandes employées. Néanmoins, l'ouvrage constitue une belle contribution pour l'avancement des connaissances sur un sujet peu abordé par l'historiographie en français.

Martin LAROSE

Étudiant au doctorat en histoire
Université de Montréal, Canada

MOUVEMENTS MIGRATOIRES

Turquie : les mille visages.

RIGONI, Isabelle (coord.), et al. Paris,
Éditions Syllepse, 2000, 278 p.

Fruit d'un colloque international intitulé « Les transformations de la société turque contemporaine, en Turquie et en exil », cet ouvrage collectif vise à contribuer à une meilleure compréhension de la société et des migrations turques qui souffrent de l'avis de la coordonnatrice de l'ou-

vrage, d'une faiblesse à la fois quantitative et qualitative. Tout d'abord, parce que les études publiées sur la Turquie oscillent selon elle, trop souvent entre deux types d'interprétation extrêmes. L'interprétation optimiste insiste notamment sur les efforts de la « société civile » en matière de démocratisation après les trois coups d'État successifs et sur la rapide croissance économique en dépit d'une inflation galopante. Tandis que selon l'interprétation pessimiste, on assisterait à une dangereuse montée des islamistes, à une criminalisation de l'État et à une impasse dans le règlement de la question kurde. Si tous ces éléments se croisent effectivement au cours de la décennie 90, peu d'analyses rendent compte de leur extrême complexité, pas plus qu'elles n'en dégagent une problématisation convaincante en science politique et en sociologie. Ensuite, la coordinatrice rappelle que les migrants turcs souffrent particulièrement d'une image dévalorisée, parfois caricaturée, souvent stigmatisée, autant dans les sociétés d'accueil que dans certains milieux de la recherche en sciences sociales. Ce qui aboutit parfois à des dérapages médiatiques, comme celui de l'hebdomadaire *Der Spiegel* (14 avril 1997) qui présentait les jeunes germano-turcs comme des « criminels », des « fondamentalistes » et des « nationalistes ». L'ouvrage a donc pour ambition de lancer une réflexion sur les mutations majeures de la société turque contemporaine et leurs implications en immigration. Ces implications sont analysées à travers les recompositions familiales, politiques, religieuses des migrants en soulignant les mobilisations individuelles et collectives.

Le plan de l'ouvrage constitué de cinq parties s'articule autour de deux axes majeurs. Les trois premières parties qui s'inscrivent dans le premier axe sont consacrées aux réflexions qui concernent à la fois les contraintes et la redéfinition de l'espace national et religieux turc. Tandis que les deux dernières parties insistent sur les conséquences de la migration pour les acteurs privés.

Dans le cadre du premier axe, les contributions observent que face à la diversité de la société turque, l'État kémaliste adopte une stratégie d'unification nationale qui repose sur trois piliers : l'encadrement du fait religieux, l'uniformisation de la langue et l'invention de l'histoire. Observation qui reste cependant à relativiser, dans la mesure où les mouvements sociaux tendent à mettre en cause la sacralisation de l'État et proposent des voies alternatives. Tout d'abord, dans le cadre d'une réflexion sur l'islam et la laïcité (1^{ère} partie) les quatre premiers chapitres s'interrogent à savoir si la société turque s'oriente vers de nouvelles pratiques religieuses et soulignent le rôle des acteurs non étatiques. La contestation de la laïcité réglementée par l'État prend plusieurs formes qui investissent la scène politique. Toutefois, dans la mesure où l'islamisme en Turquie n'est pas une simple réaction à une situation de crise, mais un mode d'appropriation de l'espace politique, ces contestations tendent à se différencier de l'islam traditionnel. Elles expriment à la fois le rejet et la volonté de réappropriation de la modernité. Le succès électoral de l'islam turc semble être le fruit d'un consensus entre l'islamisme étatique qui accorde une

priorité à un changement révolutionnaire du haut vers le bas et l'islamisme civil qui privilégie la foi individuelle sur les facteurs politiques. Par conséquent, à la différence du cas iranien au moment de la révolution, le vecteur religieux dans le cas turc n'apparaît pas comme la revanche de la société contre l'État et contre l'Occident.

L'analyse du rôle de l'État dans le processus de socialisation et de formation des identités, effectuée dans les trois chapitres de la deuxième partie, fait apparaître que si l'identité est construite par l'individu et par le lien social, donc par la pluralité, elle est également en partie imposée par l'État qui est pensé en tant qu'auteur et acteur identitaire. Aussi, les réflexions suggèrent-elles une certaine relativisation du thème de l'autonomisation de la « société civile », dans la mesure où l'État qui a pour vocation de conférer l'identité suprême, contrôle l'expression publique des citoyens. La force du régime semble résider dans un système de coercition intériorisé par une grande partie de la population, comme en témoigne l'éducation qui, dans les limites démocratiques, favorise un certain type d'ordre social.

La redéfinition de l'espace turc est enfin analysée dans une troisième partie sous l'angle du rapport au territoire. Celui-ci est bouleversé par les processus migratoires qui constituent un défi aux attributs traditionnels de la souveraineté nationale. La terminologie employée pour rendre compte de ces dynamiques varie selon les grilles de lecture adoptées dans les différentes analyses qui figurent dans

les trois dernières parties de l'ouvrage. Alors que les sociologues des migrations adoptent le « paradigme de la mobilité », ceux des mobilisations inscrivent leurs analyses dans le cadre de « mouvements sociaux ». De leur côté, les géographes utilisent les notions de « champ migratoire » et de « circulation migratoire ». On s'aperçoit que les progrès technologiques dans les transports et les télécommunications qui tendent à raccourcir la distance entre les zones de départ et d'arrivée, ont bousculé les modèles classiques de la migration.

Le second axe de réflexion de l'ouvrage qui concerne les conséquences de la migration pour les acteurs privés, place au centre de la problématique d'abord le migrant (4^e partie), puis les réseaux (5^e partie). La démarche adoptée s'intéresse tout d'abord, aux migrants sous l'angle de leur mobilité géographique et sociale, ensuite aux espaces matériels et symboliques, concrets ou imaginaires, reliés par les mouvements migratoires, pour s'achever enfin avec une analyse des implications de la migration sur les populations des pays d'accueil et sur les migrants eux-mêmes. Ces analyses, au-delà du cadre restreint de la littérature qui a longtemps considéré la migration comme une immigration du travail, montrent que la migration a provoqué des bouleversements dans les rapports sociaux de sexe, les relations familiales et la santé. L'approche en termes de sociologie politique témoigne de la naissance des territoires nouveaux, transnationaux, ainsi que de l'émergence des réseaux qui remettent en cause la définition de l'État-nation. Quelles que soient les dynamiques de formation des collectivités d'intérêts (culturels,

socio-économiques, politiques ou religieux), les analyses s'interrogent sur la question du lien entre les logiques d'alliance des migrants et les mutations des rapports sociaux vers une moindre dépendance à l'égard du territoire, de l'appareil politique et des instances de régulation économique.

En définitive, cet ouvrage vient enrichir de façon originale les réflexions sur les mutations majeures de la société turque contemporaine et de l'espace migratoire. L'interdisciplinarité de la démarche qui réunit historiens, sociologues, anthropologues et géographes, mérite d'être signalée pour souligner l'originalité et la richesse de l'analyse. À la lecture de l'ouvrage, les sociologues, les politologues ainsi que les géographes spécialisés sur les migrations pourront repérer les spécificités du cas turc, tandis que les chercheurs d'autres disciplines en sciences sociales intéressés par la Turquie découvriront de nouvelles clés de lecture qui rendent compte de la complexité du phénomène étudié.

Deniz AKAGUL

*Faculté des Sciences économiques et sociales
Université de Lille 1, France*

ORGANISATIONS INTERNATIONALES

La réforme du Conseil de sécurité. L'état du débat depuis la fin de la Guerre froide.

*FLEURENCE, Olivier. Bruxelles, Bruylant,
2000, 371 p.*

Récurrente depuis la création des Nations Unies, la question de la réforme du Conseil de sécurité a ressurgi dans l'actualité lorsqu'on a (re)décou-